

# CONVENTION D'INTERVENTION FONCIÈRE SUR LE SITE MARTELLY

## AVENANT N° 4

### EN PHASE RÉALISATION

**Commune de Grasse**  
Département des Alpes Maritimes

#### Entre

La Commune de Grasse représentée par son Maire, Monsieur Jérôme Viaud, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_,

Désignée ci-après par «la COMMUNE»

D'une part,

#### Et

L'**Etablissement Public Foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur**, établissement d'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège est à MARSEILLE (13 001) – Immeuble « Le Noailles », 62-64 La Canebière – représenté par sa Directrice Générale, Madame Claude BERTOLINO, dont le mandat a été renouvelé par arrêté ministériel du 27 juin 2018 et agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n° 2022/\_\_\_\_\_ en date du 29 novembre 2022.

Désigné ci-après par les initiales «EPF».

D'autre part,

## Préambule et objet de l'avenant

Le quartier dénommé Martelly a été identifié comme secteur stratégique de renouvellement urbain du centre-ville de Grasse. La volonté est de lui donner une vocation économique très affirmée permettant le renforcement de l'attractivité du centre-ville.

En mars 2012, il a été procédé à la création d'une Zone d'Aménagement Concerté sur ce secteur, dont le Maître d'Ouvrage est la SPL Pays de Grasse Développement en tant que concessionnaire sur le centre historique.

La commune de Grasse a approuvé par délibération de son conseil municipal le 4 juillet 2013 le dossier de réalisation de la ZAC Martelly. Le projet d'aménagement et de constructibilité aboutira à la programmation suivante : 10 200 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales/culturelles, 6 900 m<sup>2</sup> de surfaces logements dont 30 % de logements sociaux, 410 m<sup>2</sup> d'équipement, 680 places de stationnement, 3 700 m<sup>2</sup> de jardins publics et 8 000 m<sup>2</sup> d'espaces publics et de circulations.

Plusieurs avenants successifs ont été signés afin de mener à bien cette opération, permettant entre autres au préfet des Alpes-Maritimes de déclarer le projet d'utilité publique, par arrêté du 12 novembre 2014.

En 2016, l'opération a été attribuée au promoteur concepteur piloté par Bouygues Immobilier.

Une première tranche de cession a été réalisée en 2016.

Le permis de construire de la 2<sup>ème</sup> tranche a été déposé en mars 2019. Ce permis de construire a fait l'objet d'un recours (gracieux puis contentieux), ce qui a retardé les travaux. Le Conseil d'Etat a acté le désistement du requérant par ordonnance du 18 juin 2021.

A ce jour, les parties envisagent une signature d'une nouvelle promesse de vente pour la fin de l'année 2022.

La signature d'un avenant n° 4 prorogeant d'un an la convention est donc nécessaire afin de mener l'opération à terme.

**CELA EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIV**

#### Article 1 – Durée de la convention

*(modifie l'article 11 de la convention d'origine et l'article 9 de l'avenant n° 1)*

Le présent avenant prolonge la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

Les périodes d'acquisitions et de portage s'achèvent au terme de la convention.

Les autres articles de la convention d'origine restent inchangés.

Fait à Marseille, le .....  
En 2 exemplaires originaux

Fait à Grasse, le .....<sup>(1)</sup>

**L'Etablissement Public Foncier  
Provence Alpes Côte d'Azur  
représenté par sa Directrice Générale**

**La Commune de Grasse  
représentée par son Maire,**

**Claude BERTOLINO <sup>(2)</sup>**

**Jérôme VIAUD <sup>(2)</sup>**

<sup>(1)</sup> Signature à une date postérieure au contrôle de légalité de la délibération du Conseil Municipal

<sup>(2)</sup> Parapher chaque bas de page